

# La Vie Internationale

## Complots à l'orientale

La suite de l'abandon d'Abadan ne s'est pas fait attendre: le Gouvernement égyptien dénonce le traité qui le liait à l'Angleterre depuis 1936, à la veille de recevoir des Britanniques de nouvelles propositions d'accord. Tout se passe comme si les Orientaux voulaient profiter de la faiblesse du Gouvernement travailliste avant les élections de peur de se trouver en face de Churchill.

Dans le cas persan, comme dans le cas égyptien, les Américains ont évité de donner aux intéressés des conseils de patience. Il n'est cependant pas de leur intérêt de voir les choses se compliquer dans ce secteur vulnérable. Qu'il y ait là un complot tacite pour précipiter la chute d'Attlee en créant en Angleterre un mouvement de fond pour un redressement national, l'hypothèse n'est pas à exclure. Les États-Unis ont un intérêt majeur au succès des Conservateurs.

Les portes d'une future négociation ne sont d'ailleurs pas fermées tant en Iran qu'en Egypte. L'intégration de ce pays dans la défense commune qui est en discussion, est de première importance du fait de la position du canal de Suez. On mettra le prix voulu à la collaboration égyptienne en temps opportun. Les États-Unis ne manquent pas de moyens de persuasion. Ils tiennent la clef des prix du coton, sans parler d'autres moyens de pression financière.

### Les causes de l'attitude égyptienne.

On aurait tort de dramatiser l'évènement et d'y voir une explosion de nationalisme populaire. Pas plus que Mossadegh, le roi Farouk et Nahas Pacha ne représentent précisément le peuple. Les manifestations nationalistes sont orchestrées par des diplomates rusés et astucieux, habitués à jouer des rivalités des grandes puissances. C'est à celles-ci de présenter enfin un front uni et ferme, ce qui jusqu'à présent, n'a pas été le cas.

Les Anglais recueillent aujourd'hui le fruit de rivalités et de combinaisons soigneusement entretenues. La lutte d'influence contre la France, la guerre du pétrole avec les États-Unis ont donné aux Orientaux le sentiment qu'ils pouvaient profiter impunément de l'appui des uns contre les autres «protecteurs» de leurs pays. Devant une politique politique commune de ceux-ci, leur souplesse les ferait céder. A Londres et à Washington, la leçon des faits ne manquera pas d'avoir porté.

### L'unité allemande.

La question allemande, depuis les propositions de Grotewohl, a pris aussi une allure de diplomatie orientale; la mauvaise foi y est aussi manifeste d'un côté que de l'autre. Grotewohl fait appel au nationalisme allemand et aux intérêts électoraux de Schumacher. Le Chancelier surenchérit. Unité, certes mais unité véritable avec les provinces arrachées à l'Allemagne par les Soviétiques, la Prusse orientale et la Silésie; l'unité limitée à la frontière Oder-Neisse ne serait qu'une mutilation définitive que les vrais allemands ne peuvent accepter. Néanmoins la discussion peut s'engager en commençant par fixer les modalités du contrôle international pour des élections libres. Les Russes ont-ils vraiment l'intention d'y souscrire? C'est ce qu'ils ne laisseront pas savoir. Plus les négociations seront longues, plus sera retardée la solution.

On prête aux Soviétiques le dessein de faire de l'Allemagne une nouvelle Autriche, c'est-à-dire réunir les quatre zones tout en maintenant l'occupation. Mais qu'y gagneraient-ils? Sans doute l'arrivée au pouvoir de Schumacher, hostile au réarmement et à l'intégration de l'Allemagne au bloc atlantique. Les récents échecs électoraux d'Adenauer font en effet prévoir ce résultat. Mais Schumacher, s'il résiste aux Alliés de l'Ouest, est plus nationaliste qu'Adenauer et poserait plus vivement encore avec la question de la Sarre celle des provinces de l'Est. Il est aussi anticommuniste que son adversaire. Les Soviétiques perdraient une bonne part du contrôle qu'ils exercent dans leur zone et ne l'exploiteraient pas aussi facilement. Les Autrichiens de la zone russe sont encore plus hostiles au communisme que les autres. Il est plus vraisemblable que cette manœuvre ne vise qu'à empêcher le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest. En tout état de cause, ce réarmement n'est pas proche et il n'est peut-être plus aussi nécessaire qu'auparavant. Car ce ne sont pas dix divisions germaniques qui arrêteront la menace russe, mais les nouvelles armes atomiques que les États-Unis ont, à ce qu'ils prétendent, mis au point.

### La réunion de l'O.N.U. en novembre.

L'impression demeure cependant que les Soviétiques veulent reprendre en Novembre à l'occasion de la réunion de l'O.N.U. à Paris, l'ini-

tiative diplomatique perdue. On présentera l'unité allemande, le contrôle des armes atomiques et la question coréenne. Mais il n'est pas sûr, ni même probable que ce soit avec l'intention d'aboutir à une détente.

### En Corée.

Les pourparlers d'armistice en Corée ont justement repris. La lutte, d'autre part, a repris de l'intensité. Les Chinois veulent sans doute faire une démonstration de force militaire, rendre de nouveau l'espoir aux GI's qui se battent, d'en finir avec leurs souffrances pour les décevoir ensuite et en faire porter la faute à leur gouvernement et surtout d'éviter par des négociations prolongées de permettre aux Américains d'employer leurs nouveaux armements pour obtenir une solution militaire. Négocier est le meilleur moyen de prolonger le statu quo, la guerre sans résultat.

### La crise de la Livre.

Avec un courage admirable, le Chancelier de l'Échiquier britannique a dévoilé la situation périlleuse de la livre sterling: 638 millions de dollars de déficit en ces trois derniers mois.

Dans un article d'une froide objectivité «L'Economist», montre la tragique de la situation. La dévaluation de la livre de l'an dernier n'a été qu'un ballon d'oxygène. Son effet est épuisé. Le mal réapparaît avec une rapidité plus grande que jamais. C'est le sort de toutes les dévaluations, si elles ne sont pas accompagnées d'un assainissement complet de la situation financière et économique. Or nous avons montré — et les Anglais ne l'ignorent pas — que le mal de l'Angleterre est sans remède. Une nouvelle dévaluation ne servira qu'à gagner du temps. Il faudrait que les Anglais abaissent d'un bon quart leur niveau de vie, travaillent moitié plus et surtout tirent de leur sous-sol le surplus de charbon nécessaire au lieu de le recevoir des États-Unis.

Aucun gouvernement n'est en mesure d'imposer de telles réformes. La situation est d'autant plus grave que l'incidence du réarmement sur la balance des comptes n'est encore que peu sensible. Les Conservateurs trouveront-ils le mois prochain la solution? Il est probable qu'ils commenceront par dévaluer pour se donner de l'air et il est aussi probable qu'ils ne seront pas seuls à le faire.

CRITON.